Déclaration liminaire CSAL du 09 janvier

Monsieur le Président,

C'est sans surprise que nous boycottons ce CSAL emploi, l'intersyndicale nationale complète ayant boycotté le CTR emploi.
Les sections CGT FP et SOLIDAIRES FP approuvent et confortent ce choix.
Nous ne pouvons pas nous réjouir d'un dialogue social mené au pas de course, de suppressions de postes continues, et d'un manque de reconnaissance au niveau de la rémunération.

Les sections SOLIDAIRES FP et CGT FP du Jura reviennent sur différents points :

1) Hé BOSS on a un problème à notre TAFF !
Nous reprenons ici les termes utilisés par la DDFIP lors des « Journées des Finances publiques du Jura », sous couvert de modernité, d'humour ou de cynisme.
Comment peut-on au sein de l'administration française parler de BOSS ou de TAFF ?
L'engagement des agents est une affaire sérieuse, utiliser des QR codes pour accéder à ce type de langage, c'est tout de même légèrement déconnecté.
La communication sur Ulysse des journées de la DDFIP relève des meilleures heures de la PRAVDA : des intervenants triés sur le volet (avaient-ils conscience de ne pas témoigner anonymement ?), aucune contradiction, et un sens de la mise en scène qui laisse pantois.
Et pourquoi ne pas donner également la parole aux 3 OS représentatives ?
Notre parole est-elle si dangereuse qu'il faille bâillonner les représentants locaux du personnel ?
Sans doute est-il plus facile de désigner des rapporteurs que d'assumer les résultats de la représentativité.
Sur ce sujet, si des rapporteurs ont été fidèles aux échanges et ont joué leur rôle, signalons l'exploit de certains rapporteurs venant avec des textes imprimés la veille, preuve de la sincérité des débats.

2) Concernant les suppressions de postes 2024
Dans le Jura, ce sont encore 3 suppressions nettes qui vont encore briser les services et les collègues.
Mais ce sont 7 suppressions brutes qui sont annoncées, comme toujours les services qui les subiront seront lourdement impactés.
L'intersyndicale, lors du CSA R du 11 décembre 2023 a boycotté la séance.
Le motif était que « le solde positif est généré par des transferts d'emplois (…) et de missions. La situation des services, les difficultés quotidiennes d'exercice des missions et la dégradation continue des conditions de travail des personnels appellent au contraire à renforcer durablement les moyens mis à la disposition de la DGFiP. »

En local comme en national, il n'y a pas de quitus à donner **à** une politique qui fait passer des suppressions moindres pour un succès.

3) Concernant les SIP du Jura

Dans la liminaire SFP-CGT du 13 janvier 2023, nous alertions sur les suppressions de 4 postes dans les SIP. Un an plus tard, après le naufrage GMBI GESTODL, le SIP de Dole est déjà arrivé à bout en envoyant une fiche de signalement le 23 décembre 2023.
Depuis plusieurs instances, nous demandons une prise en compte réelle des conditions de vie au travail avec une cloison qui pourrait prémunir des nuisances sonores, fallait-il attendre aussi longtemps pour écouter les remontées fidèles du terrain que font les élus Solidaires ou CGT ?

4) Concernant la lutte contre la Fraude

L'an dernier, le redéploiement fléché concernant la BCR était reporté à 2024, ce qui permettait de conduire une analyse métier.
Aujourd'hui nous lisons que le redéploiement est au niveau du PID, structure qui n'a pas d'existence au Tagerfip.
Que signifie cette nouvelle proposition, quel poste va être créé pour quelle structure du contrôle fiscal ?
La BCR va-t-elle voir ses bons résultats « récompensés » par une absence de redéploiement ?
Les agents intéressés par ces postes ont le droit de savoir précisément ce qu'ils doivent demander.
Avec la suppression annoncée de l'antenne Dircofi dans le Jura, c'est déjà bien compliqué de garder espoir dans la parole donnée : lutte contre la fraude dans le Jura, avec quels moyens ?

5) Concernant l'absence de promotion interne :

Dans le Jura, aucun B n'est proposé en liste d'aptitude au grade d'inspecteur pour 2024.
Là encore, on constate que si les concours externes sont très largement ouverts, la promotion interne est réduite à sa portion congrue.
Nous dénonçons ce manque de reconnaissance

6) Concernant les négociations sur le régime indemnitaire

L'attente est grande de voir les négociations aboutir, après la santé, l'intérieur et la DGCCRF, nous devons obtenir une revalorisation importante de la reconnaissance de notre travail.
Cela fait 10 ans que le régime indemnitaire n'a pas été revu, il est temps que cela cesse.

Dans la lignée de nos syndicats nationaux qui ont tous boycotté de manière unanime le CTR emploi, nous ne trahirons pas nos collègues, et nous n'assisterons pas à cette première convocation de CSAL sur les suppressions d'emploi.